

Questions orales

● (1115)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE BUDGET

LA NOUVELLE TAXE SUR L'ESSENCE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, la Chambre me permettra sans doute de me faire l'écho de ce qu'a dit le député de Saskatoon-Est, et de féliciter à mon tour les pages de la Chambre des communes qui ont poursuivi leurs études dans une de nos deux universités, l'Université Carleton et l'Université d'Ottawa, tout en remplissant leurs fonctions à la Chambre. Je les félicite d'avoir si bien aidé les députés des deux côtés de la Chambre et je leur souhaite bonne chance dans leur future carrière.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): De plus, il est probablement opportun de souhaiter à tous les députés et à vous-même, monsieur, un bon été reposant et, à certains députés, de retrouver le chemin de la sagesse une fois qu'ils seront dans leur circonscription. Permettez-moi aussi d'adresser ces bons vœux aux membres de la tribune de la presse qui suivent de si près nos délibérations.

[Français]

Ma question s'adresse au ministre des Finances mais, étant donné son absence, je l'adresserai au premier ministre.

Pourquoi le ministre des Finances a-t-il établi de nouvelles taxes hier, et surtout la nouvelle taxe sur l'essence à la pompe qui va accroître l'augmentation de taxes la plus massive et la plus sournoise dans l'histoire du Canada? Pourquoi a-t-il établi des taxes qui vont coûter beaucoup plus cher aux Canadiens que le montant requis pour financer la pleine indexation des prestations de sécurité de la vieillesse? Pourquoi ce nouveau tour de passe-passe?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le ministre des Finances a annoncé hier une surtaxe sur les grosses corporations du Canada afin de nous aider à financer nos programmes. En deuxième lieu, il a annoncé une taxe qui doit prendre effet le 1^{er} janvier 1987 et on trouve que c'est une façon raisonnable d'essayer de supporter nos programmes sociaux ainsi que de réduire comme il se doit le déficit.

Cela étant dit, j'aimerais joindre mes commentaires à ceux également élogieux de mon très honorable ami en ce qui concerne les serviteurs de la Chambre en les remerciant et en leur souhaitant un excellent été.

[Traduction]

LES RÉPERCUSSIONS SUR L'ÉCONOMIE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Lors de sa conférence de presse de ce matin, monsieur le Président, le premier ministre a admis que le budget avait gravement enfreint ce qu'il a appelé la règle de l'équité, particulièrement

dans le cas des pensionnés. Le premier ministre est-il prêt à reconnaître maintenant que le budget—et j'emploie des termes soigneusement choisis—limitera la croissance économique, que l'augmentation nette du fardeau fiscal des particuliers ralentira la consommation et que le budget relancera les pressions inflationnistes? Partage-t-il cette opinion?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): J'ai déclaré ce matin sans hésitation, monsieur le Président, que nous avons estimé, conformément à l'avis du ministre des Finances, qu'une des dispositions du budget était contraire à la notion d'équité et que, placés devant cette situation, nous pouvions faire deux choses: soit donner aux Canadiens l'occasion de défendre leur point de vue, soit les mépriser. Les libéraux ont toujours choisi cette dernière solution. Pour notre part, nous avons décidé d'écouter les Canadiens et nous avons ensuite agi.

Des voix: Bravo!

● (1120)

LE DOCUMENT CONFIDENTIEL PRÉPARÉ PAR LE SOUS-MINISTRE
ADJOINT DES TRANSPORTS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Décidément, monsieur le Président, le premier ministre ne peut pas s'empêcher de dépeindre le passé sous un jour bien défavorable.

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Vancouver Quadra): S'il désire faire en sorte qu'il règne une atmosphère de courtoisie à la Chambre, je tiens à lui dire que ce n'est sûrement pas ainsi qu'il obtiendra les réactions les plus positives de tous les coins de la Chambre.

Le jugement sévère dont j'ai fait part au premier ministre dans ma première question supplémentaire est tiré d'un document confidentiel que le sous-ministre adjoint des Transports a préparé à l'intention du ministre des Transports. On peut lire plus loin dans ce document que les encouragements accordés aux entreprises sont insuffisants et que la plupart des provinces du Canada perdront des emplois en 1986. Si le premier ministre ne se fie pas à mon jugement, a-t-il au moins confiance dans l'analyse que ses hauts fonctionnaires communiquent à ses ministres?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, ce n'est pas un manque de respect envers mon très honorable ami qui m'amène, de temps à autre, à ne pas partager son point de vue sur l'économie. Une des raisons, parmi d'autres, c'est qu'il nous a prêté une perte d'environ 150,000 emplois le 8 ou le 9 novembre, à la Chambre des communes. Or 271,000 emplois ont été créés depuis notre accession au pouvoir. Je n'ignore pas que cela fait partie des fonctions de mon très honorable ami d'annoncer un avenir bien sombre, mais il devrait quand même faire attention car il est en train d'en faire une carrière.

M. Turner (Vancouver Quadra): Nous verrons.